Royaume-Uni: May dévoile son grand dessein

Le 17 janvier, dans un discours qui fera date, Theresa May a tracé les grandes lignes de sa perspective pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Il était sans doute temps. Depuis son arrivée au pouvoir en juillet 2016, les critiques dans le monde politique et les média ont fusé: elle et son gouvernement seraient embrouillés, incompétents, divisés, ils n'auraient pas de plan, etc. Beaucoup de ces critiques étaient de mauvaise foi, faisant partie du jeu politicien à Westminster. D'autres venaient de gens qui avaient tout simplement négligé de lire les déclarations de Theresa May avant d'ouvrir la bouche ou d'écrire. Parce que, si on peut bien dire que le discours du 17 janvier constituait la première fois qu'elle avait élaboré et résumé son projet de manière globale, elle avait auparavant donné beaucoup d'indications sur le fond de sa pensée. Ainsi, au mois de novembre il était déjà possible d'écrire: «Il semble qu'elle veut sortir du marché unique (…) Il est moins clair, mais probable, qu'elle envisage la sortie de l'union douanière» (1). Et le 17 janvier, elle a confirmé qu'elle veut sortir du marché unique et ne pas faire partie intégrale de l'union douanière. Et qu'elle veut un ou des accords avec l'UE pour faciliter les échanges.

Mais est-ce qu'elle pourra les avoir? A lire les média européens (et britanniques anti-Brexit), à écouter les déclarations de divers commentateurs, la réponse va de soi: elle aura beaucoup de mal, le rapport de forces lui est défavorable, voire elle a déjà perdu. Le tout étant souvent appliqué avec la méthode Coué, accompagné d'une quantité de lacunes et d'inexactitudes consternantes. Alors il est clair que les négociations à venir opposent un pays à 27 autres, et, en plus aux institutions européennes. Que cela implique que le rapport de forces est très défavorable au Royaume-Uni, cela

l’est beaucoup moins.

Avant le discours de May, il y avait ce qui ressemble à une petite mise en scène. Le 14 janvier, la presse britannique a publié des reportages et des analyses sur le compte-rendu d’une réunion privée entre Michel Barnier, négociateur en chef pour l’Union européenne, et des parlementaires européens (2). D’après The Independent, le compte-rendu «indique que l’UE pourrait hésiter à se couper de l’accès au plus grand centre financier d’Europe. Les négociateurs [européens] craignent de déstabiliser l’environnement économique délicat qui existe dans de nombreux pays européens et de créer des difficultés monétaires». Barnier est cité dans l’article comme disant qu’il n’y aurait «aucune agressivité, aucune vengeance, aucune punition» dans la «négociation unique et extraordinaire sur la sortie du Royaume-Uni». Il a ajouté quand même que le résultat devrait démontrer que la meilleure option pour les Etats-membres était de rester dans l’UE.

L’article dans The Guardian sur le même sujet est plus fourni. Il cite une déclaration de Mark Carney, gouverneur de la Banque d’Angleterre, devant des députés britanniques le 10 janvier: «Il y a de plus grands risques pour la stabilité sur le continent, à court terme, en cas de transition. Si vous dépendez d’une juridiction [britannique] pour les trois-quarts de vos activités de hedging (marchés de produits dérivés), les trois-quarts de votre activité sur les marchés des changes, la moitié de vos emprunts et la moitié de vos transactions en titres et valeurs, vous devrez réfléchir et faire très attention concernant la transition de votre point d’ancrage vers une place financière où vous devrez trouver un nouvel équilibre». D’après le compte-rendu, il a aussi dit, «Un travail doit être fait dans ce domaine. Il y aura un rapport spécifique. Il faudra travailler hors du cadre des négociations … afin d’éviter l’instabilité financière».

Un porte-parole de la commission européenne a «insisté que le

compte-rendu [qui a été fait par des fonctionnaires du Parlement européen ‘ne reflétait pas correctement ce que M. Barnier a dit’». Bien sûr. M. Barnier, lui, n’a apporté aucun déni.

Il est clair que le gouvernement britannique et la City veulent remplacer le «passporting» qui donne actuellement le droit aux institutions financières britanniques d’opérer partout en Europe (mais qui dépend de l’appartenance au marché unique) par un accord «spécial» qui faciliterait les transactions à l’avenir. D’après le compte-rendu dont on vient de parler, il semble bien que c’est aussi le point de vue de Barnier. De là à dire que tout est déjà bouclé, ce serait aller beaucoup trop vite en besogne. Mais un terrain de négociation d’un accord réciproquement bénéficiaire existe manifestement.
Il n’est pas inutile de préciser qu’aussi bien Mark Carney que les deux journaux s’étaient opposés au Brexit, et qu’au moins les journaux persistent et signent.

Le lendemain, Philip Hammond, ministre des finances et considéré comme le numéro deux du gouvernement, a accordé une interview au journal allemand Die Welt am Sonntag. Hammond est généralement vu comme une force de modération au sein du gouvernement. C’est donc normal que c’est à lui qu’a incombé la tâche de menacer l’Union européenne, façon de montrer que le gouvernement parle d’une seule voix. Ce que Hammond a dit peut se résumer rapidement: «nous voulons rester avec une économie, un système de taxation et des règlementations à l’européenne. Mais si nous sommes obligés d’être quelque chose de différent, alors nous devrions devenir quelque chose de différent». Et le «quelque chose de différent» serait de créer une économie avec des taux de fiscalité fortement réduits et une dérégulation générale, afin d’attirer des investissements. Ce discours, qui a été appuyé par May et répété à Davos, a été vite repris en Europe et par l’opposition travailliste à Londres comme la preuve que les véritables intentions des

conservateurs étaient de supprimer toute réglementation et de laisser libre-cours à un capitalisme sans entrave. Mais c'est loin d'être évident. D'abord, il a été clair de la part de Hammond aussi bien que de May, qu'il s'agissait, pour ainsi dire, d'un Plan B, à mettre en œuvre uniquement si l'Union européenne bloquait tout accord de libre-échange, donc si la ligne «on va les punir» prévalait. D'autres observateurs qui l'avaient compris ont conclu que c'était juste un bluff, une menace qui ne serait jamais mise en exécution. Ce n'est pas forcément vrai. Au cas où les négociations se termineraient dans une impasse, ce Plan B pourrait bien être mis en œuvre. On peut penser que c'est improbable, mais ce n'est pas impossible.
Dans un éditorial du 14 janvier, le Financial Times conclut avec le message suivant : « Le Royaume-Uni devrait chercher à avoir un accord basé sur l'équivalence, mais pas à n'importe quel prix. Mrs May devrait faire clairement comprendre que si elle ne peut pas obtenir un accord acceptable, elle quittera la table des négociations et utilisera la liberté que le Royaume-Uni vient de retrouver pour fixer ses propres règles et faire de la City un concurrent beaucoup plus farouche.
Hammond n'a pas dit autre chose, et May a affirmé qu'il valait mieux n'avoir pas d'accord du tout qu'un mauvais accord.

Le Financial Times avait défendu au moment du référendum le maintien du Royaume Uni dans l'Union européenne. Mais aujourd'hui, le journal accepte le résultat et met sa considérable autorité derrière le gouvernement britannique. Cela fait partie d'un certain resserrement des rangs, qui a vu par exemple l'association CityUK, qui représente le secteur financier, abandonner la revendication du maintien du passporting et défendre la nécessité d'un accord qui permettrait de continuer à faire des affaires – acceptant donc de fait le Brexit. Cela se voit aussi dans l'attitude de Carney. Ce n'est pas un chèque en blanc et ce n'est pas le cas de tous ceux qui s'étaient opposés au Brexit, mais dans les cercles financiers et patronaux Theresa May renforce plutôt

ses positions.
Revenons au discours de May, un discours long qui a couvert beaucoup de sujets. L'essentiel était bien sûr de préciser que le Royaume-Uni allait quitter le marché unique et n'accepterait pas entièrement l'union douanière dans la mesure où celle-ci empêche les Etats membres de conclure de manière indépendante des accords de libre-échange avec des pays tiers. Par ailleurs il vaut mieux mettre son discours en relation avec d'autres discours et initiatives.

May et son gouvernement sont souvent présentés en Europe (et même parfois au Royaume-Uni) comme étant centrés sur la question de l'immigration et comme étant plus à droite que le gouvernement précédent, celui de Cameron. Ces deux idées sont contestables. Certes, la question du contrôle de l'immigration est une question importante pour le gouvernement et pour une grande partie de la classe politique et de la population: cette préoccupation va bien au-delà de la minorité raciste. C'est une des raisons pour quitter le marché unique. L'autre est de se libérer des jugements de la Cour de justice européenne. On peut penser qu'à long terme, c'est plus important. Les politiques d'immigration peuvent évoluer dans un sens ou dans un autre. La sortie de la juridiction de la CJE est définitive.

Depuis qu'elle a quitté le pouvoir en 1990, l'héritage, les idées et les actions de Margaret Thatcher ont été considérés par la classe politique comme des acquis. Ils n'ont pas été sérieusement contestés, ni par son successeur John Major, ni par les dirigeants de New Labour Tony Blair et Gordon Brown, ni par David Cameron, ni, en gros, par les média et les intellectuels. Maintenant un nouveau vent se lève. On se rend compte que Margaret Thatcher a beaucoup détruit et peu construit et qu'on vit toujours avec les conséquences en termes d'inégalités, dislocation sociale, crise du logement, état lamentable du système de santé et ainsi de suite.
Dans un discours marquant au congrès du parti conservateur en

2002, May avait dit aux délégués: «vous savez comment les gens nous appellent ? Ils nous appellent «le parti dégueulasse». David Cameron a essayé d'améliorer l'image du parti sur des questions de société: il n'a pas touché à l'économie. Loin de rompre avec l'héritage de Thatcher, il voulait terminer son travail.

May est différente. On dit souvent d'elle que, comme première ministre, elle ne pourra rien faire d'autre qu'organiser la sortie de l'Union européenne. Il est vrai que cette question représente, comme on dit couramment outre-Manche, le plus grand défi pour un gouvernement britannique depuis la Deuxième Guerre mondiale. Si May ne faisait que s'occuper de cela, ce serait compréhensible. Mais elle veut aussi faire autre chose. Elle se situe dans la tradition de ce qu'on appelle le «conservatisme social». A la différence de Thatcher, elle pense que les problèmes de la société existent et elle le dit. Elle a aussi une autre vision de l'Etat, plus interventionniste. Dans un discours devant des banquiers et des patrons à Davos, peu apprécié par ses auditeurs, elle leur a dit qu'il fallait qu'ils paient leurs impôts et traitent mieux leurs salariés, et que les forces du marché seules ne pouvaient pas répondre aux besoins des gens. Elle a précisé: «Si vous réussissez tout juste à joindre les deux bouts, vous ne voulez pas d'un gouvernement qui se dégage, vous en un voulez un qui vous aide». Ce n'est pas du thatchérisme, c'est même une prise de distance très consciente avec le legs de la Dame de fer.

De retour de Davos, une semaine après son discours du 17 janvier, elle a dévoilé sa «stratégie industrielle». Le titre du Guardian la résume ainsi dans un gros titre: «Le plan industriel de Theresa May signale une évolution vers plus d'intervention par l'Etat». La journaliste note aussi le changement par rapport à Cameron, «qui avait plutôt une démarche de laisser-faire à l'égard de l'économie». La stratégie industrielle de May, tout comme son discours du 17

janvier, a été chaleureusement accueillie par la Confédération de l'industrie britannique, qui rassemble les patrons de ce qu'on peut appeler «l'économie réelle». Elle s'est aussi engagée à maintenir les droits sociaux qui font actuellement partie de la législation européenne.

May veut quitter l'Union européenne dans l'optique de conclure des accords de libre-échange à l'échelle mondiale. Qu'elle réussisse ou pas, c'est sa perspective. Et sur ce plan-là comme sur d'autres, elle n'a pas grand-chose en commun avec Donald Trump, même si elle va chercher à se servir de lui comme contrepoids à l'UE. Elle a un plan industriel et un plan de formation professionnelle: en plus, il faut revenir plus de quarante ans en arrière pour trouver des premiers ministres qui ont montré le même degré d'indépendance à l'égard de la City. Elle semble prendre au sérieux la crise du logement, alors que Cameron se limitait à un plan pour aider les jeunes gens aisés du Sud-Est à acheter leur première maison. Sa perspective est de mobiliser un soutien populaire en disant aux gens – «on va quitter l'UE et il y a des choses qui vont changer pour vous, on va s'occuper de vos problèmes». Elle n'est pas plus à droite que Cameron, ni plus à gauche d'ailleurs. Elle a une politique différente qui représente un début de rupture, sur certains plans, avec les quarante dernières années. Et ce qu'elle fait est dans l'air du temps. John McDonnell, bras droit de Jeremy Corbyn et porte-parole du Labour sur les finances, était l'un des premiers à le remarquer, en l'exagérant un peu.

May et son gouvernement vont avoir des négociations difficiles dans les mois et même les années qui viennent. Mais le rapport de forces est moins défavorable qu'on le dit souvent, et pas seulement à cause de l'importance de la City pour l'Europe. Elle est face à 27 Etats, qui agissent parfois comme un bloc derrière l'Allemagne, mais qui ont chacun leurs intérêts nationaux. Y compris l'Allemagne. Sigmar Gabriel, vice-premier ministre, a récemment défendu la nécessité des transferts

fiscaux de l'Allemagne vers d'autres pays. Par souci de solidarité? Pas vraiment. Gabriel pense que l'éclatement de l'UE n'est plus impensable et que dans ce cas-là, «nos enfants et nos petits-enfants nous maudiraient, parce que l'Allemagne est le plus grand bénéficiaire de la communauté européenne – sur les plans économique et politique» (3). De son côté, Merkel a convoqué une réunion de ses principaux ministres pour discuter de l'attitude de l'Allemagne dans les négociations sur le Brexit. Le porte-parole du gouvernement met les points sur les 'i': «Nous devons identifier les intérêts de l'Allemagne et les introduire dans les négociations». Quant au premier ministre néerlandais, Mark Rutte, dans une interview avec le Financial Times (11 décembre, 2016) où il soulignait les dangers de «plus d'Europe», qui alimenterait les populismes, il a conclu : Mon premier intérêt, c'est l'intérêt néerlandais» On pourrait multiplier ce type de déclaration par 27, et le gouvernement britannique en est bien conscient. D'ailleurs, le 12 janvier, le site Bloomberg lui a donné des pistes dans un article: «Sept stratégies pour le Brexit que Theresa May pourrait utiliser pour ronger l'unité de l'UE».

La Cour suprême du Royaume-Uni vient de confirmer, comme chacun s'y attendait, que le gouvernement sera obligé d'obtenir l'approbation du Parlement avant d'activer le fameux Article 50, qui déclenche le processus de sortie du Royaume-Uni de l'UE. Cela permettra de voir comment les différents courants politiques se situent. On y reviendra.